

LABELLISÉE

CENTRE
EUROPE DIRECT
PAR LA COMMISSION
EUROPÉENNE DEPUIS 2007



**FLASH
D'EUROPE**

ACTU UE ET VIE DE
L'ASSOCIATION

Nouveau message



En 2024, allons-nous faire entendre notre voix ?

Dans à peu près un an, nous serons appelés à voter pour donner au Parlement européen de nouveaux mandataires. Ce moment est certainement unique en son genre dans le monde et dans l'histoire des Hommes. Nous en rendons-nous compte ? Ainsi, les citoyens et citoyennes de vingt-sept pays, au cours de trois journées, vont désigner celles et ceux qui leur semblent le mieux à même de représenter leurs idées, voire leurs idéaux pour continuer d'avancer et de parfaire cette Union, qui n'a eu de cesse d'évoluer au fil des étapes successives qui ont marqué sa construction : 1951, 1957, 1992 puis 2009.

Vivant dans un espace de démocratie représentative que beaucoup nous envient, nous aurons donc le choix, parmi les propositions qui nous seront faites, de fixer un cap pour les cinq années qui suivront, en même temps que nous donnerons aux sortants notre évaluation du travail qu'ils auront réalisé.

Pour ce faire deux étapes sont à considérer pour chacune et chacun d'entre nous.

D'abord se remettre objectivement en mémoire ce qui a été accompli pour le bien de tous les citoyens européens et même au-delà :

- Stratégie commune anti-Covid évitant une concurrence malsaine entre nos pays ;
- Position ferme face à la volonté hégémonique de la Russie sur l'Ukraine ;
- Anticipation de futures tentatives de déstabilisation, avec le début d'une défense européenne, nouvelle donne jamais envisagée jusque-là. Sans parler de la volonté inébranlable de défense des droits humains dans le monde et du maintien de l'État de droit au sein de nos frontières, d'une ambition portée face à l'urgence climatique, ... : la liste est longue, et montre le travail fait !

Puis se dire que la défense non égoïste de nos intérêts passe par une attention au maintien des valeurs démocratiques dans notre espace commun. Ceci nous donne une obligation morale : celle d'aller voter. Toute abstention est fondamentalement contre-productive. Le droit de vote a son pendant : le devoir de voter. Espérons que nos concitoyens donneront tort aux premiers sondages qui font de l'abstention le premier parti et des extrêmes politiques le second. L'Europe attend de nous mieux que cela !

Et si nous nous posons des questions sur la vraie utilité du Parlement, écoutons ce que nous en dit Bernard Guetta, :

« A six, à neuf, à douze, à vingt-huit, à vingt-sept, et un jour, beaucoup plus, l'Union a fait d'un nombre toujours croissant d'États européens un ensemble régi par des règles de droit assurant la paix entre ses membres, aimantant par ses succès les Balkans et jusqu'aux confins du Caucase, gouverné par des institutions communes, uni par une même monnaie et élisant au suffrage universel un Parlement paneuropéen, plein de défauts..., mais qui n'en est pas moins une vivante et ambitieuse représentation directe des quelques 450 millions de citoyens de l'Union. » (1)

Alors préparons-nous à ce grand rassemblement démocratique pour faire entendre notre voix !

Michel Dorin
Président

(1) « La nation européenne » - Flammarion (avril 2023)

Actu'UE



Trains de nuit en Europe : l'élan vers le voyage durable

Mode de transport à faible impact environnemental, le train est appelé à se développer dans l'Union européenne.

Plusieurs projets de lignes transfrontalières de nuit devraient notamment voir le jour dans les mois et années à venir.

En effet, les réseaux ferroviaires nationaux des Etats membres ont été empruntés par 8,2 milliards de voyageurs en 2019. Ainsi, des dizaines de trains de nuits sillonnent l'Europe et relient ses grandes villes, permettant de s'endormir le soir dans un pays et de se réveiller le lendemain dans un autre.

[Découvrir la carte](#)



Un million de signatures dans le cadre de l'initiative citoyenne européenne « Sauver les abeilles et les agriculteurs ! »

La Commission européenne a répondu favorablement à l'initiative citoyenne européenne (ICE) "Sauvons les abeilles et les agriculteurs !"

le 5 avril 2023. Cette initiative, véritable instrument de démocratie participative à l'échelle de l'UE, l'invitait à :

- supprimer progressivement les pesticides de synthèse d'ici à 2035;
- rétablir la biodiversité
- aider les agriculteurs pendant cette phase de transition.

L'initiative citoyenne européenne a été lancée en avril 2012 en tant qu'instrument permettant aux citoyens d'influer sur les programmes de travail dans un large éventail de domaines d'action. Elle donne la possibilité à un million de citoyens provenant d'au moins sept Etats membres de l'UE d'inviter la Commission européenne à proposer une nouvelle législation dans des domaines



Cinq ans que le Règlement général sur la protection des données (RGPD) existe

Il y a cinq ans, L'Europe se dotait alors des règles les plus strictes au monde pour la protection des données, créant de nouvelles obligations pour les entreprises et de nouveaux droits pour les citoyens.

Avec ce texte, une multitude de règles sont apparues sur la manière dont les entreprises collectent, traitent, stockent, protègent et suppriment les données. Ces règles s'appliquent à toute entreprise qui traite les données de ressortissants de l'Union européenne, et le non-respect de ces règles expose l'entreprise à des amendes pouvant atteindre jusqu'à 4 % de son chiffre d'affaires annuel mondial

[C'est quoi le RGPD ?](#)

L'Europe en région



Un outil de réalité virtuelle dédié à la formation de sapeurs-pompiers financé par l'Union européenne

Les sapeurs-pompiers du Finistère se forment en réalité virtuelle grâce à un outil entièrement financé par l'Union européenne. La réalité virtuelle permet aux pompiers de s'immerger dans de multiples situations sans prendre de risque. 150 sapeurs-pompiers seront formés avec cette technologie en 2023. Le financement européen a permis d'acquérir le matériel informatique et la prise en charge d'un poste d'infographiste 3D pour une durée d'un an.



Rencontre du réseau Stergann pour développer des stratégies de communication

Réunions, mais aussi pause photo le 4 mai dernier à Saint-Malo pour une partie du réseau des acteurs bretons à vocation européenne piloté par la Région Bretagne.

Une journée d'échanges et de réflexions sur des actions en direction des jeunes et des élus locaux, dans la joie et la bonne humeur, mais surtout sous le soleil !



Retour sur le mois de l'Europe 2023 !



Une soirée hommage à Jeanne-Françoise Hutin pour les 20 ans de la Maison de l'Europe de Rennes et Haute Bretagne

C'est dans l'un des salons de la ville de Rennes que s'est tenue la cérémonie d'hommage à Madame Jeanne-Françoise HUTIN, fondatrice et présidente d'honneur de l'association créée il y a plus de 20 ans maintenant.

[Revoir le déroulement de la soirée](#)



Succès pour la rencontre littéraire avec Jonathan Coe

Salle comble jeudi 11 mai dernier (140 personnes) à l'Espace Ouest-France Rennes pour la rencontre littéraire avec **Jonathan Coe** et la séance de dédicaces sur son dernier livre "[le royaume désuni](#)".

Une belle opération partenariale avec [la Librairie Le Failler](#) de Rennes.



Soirée ciné-débat à l'Arvor de Rennes

Une cinquantaine de personnes étaient présentes à la projection du film **Prix Lux « Nos soleils »**.

Les échanges après le visionnage du film ont été riches, variés et très intéressants notamment grâce aux deux intervenants :

Françoise DUBOSQUET (Consul honoraire d'Espagne) et **Yvon LE CARO** (enseignant chercheur à l'Université de Rennes 2).

Cette action était organisée en lien avec le [Bureau du Parlement européen en France](#) et [la Maison Internationale de Rennes](#).



Une campagne valorisant les projets bretons cofinancés par l'UE

Dans le cadre du joli mois de l'Europe, l'association a développé une campagne digitale pour mettre en valeur quelques projets bretons co-financés par l'Union européenne. Bon nombre d'entre-eux n'auraient jamais vu le jour sans un cofinancement européen. Pour en savoir plus, nous vous invitons à consulter le site de la Région Bretagne : [europe.bzh](#). En bas de la page d'accueil, vous trouverez une carte vous permettant de retrouver tous les projets cofinancés pour la période 2014-2021.



Le joli mois de l'Europe dans les établissements scolaires : clap de fin !

Durant le mois de mai, nous nous sommes déplacé-e-s dans de nombreux établissements scolaires et avons proposé différentes animations : des quiz (en français et en anglais), des débats, des partages d'expérience, un jeu de rôle et des ateliers de préparation à la mobilité. Nous avons enfin prêté deux de nos expositions, « l'UE en un clin d'oeil » à plusieurs collèges et lycées et les Petits Européens à une école primaire.

Nos partenaires :

Grâce au soutien de la Région Bretagne, nous pouvons intervenir gratuitement dans les établissements de niveau lycée du territoire breton.

Grâce au soutien du Département d'Ille-et-Vilaine, nous pouvons intervenir gratuitement dans les collèges du département.

Enfin, c'est grâce à notre label EUROPE DIRECT que nous avons pu lors de nos différentes animations distribuer des documents d'information sur l'UE adaptés aux publics scolaires, et prêter plusieurs expositions.

[Cliquez ici pour découvrir les établissements où nous sommes intervenus en mai 2023.](#)



Coup de projecteur sur Patrick Twidle

Patrick Twidle, notre vice-président éducation, a lui aussi animé les territoires en échangeant avec des lycéens de deux établissements du 22, le lycée Fulgence Bienvenüe à Loudéac (en compagnie de Marie-Caroline qui a animé un quiz en anglais) et le lycée Rabelais à Saint-Brieuc. À chaque fois, il a pu évoquer sa carrière dans les institutions européennes et les opportunités qui y sont offertes lorsque l'on parle plusieurs langues.

Nous profitons de cette newsletter pour le remercier de son soutien et de sa participation à notre programmation du mois de mai !

[En savoir plus sur Patrick Twidle](#) (Interview Ouest-France mai 2021)



Projet pédagogique sur l'Europe développé avec ISCOM Rennes

Fin mai, la Maison de l'Europe de Rennes et Haute Bretagne - Centre EUROPE DIRECT s'est rendue à [ISCOM Rennes](#) pour un tout nouveau projet !

Dans le cadre de sa semaine internationale, ISCOM Rennes a choisi de se focaliser sur l'Union européenne. C'est ainsi que l'idée d'un projet, mêlant communication et Europe, est né entre ISCOM et la Maison de l'Europe de Rennes.

Programmation du 22 mai au 26 mai 2023 : une belle dynamique partenariale

Nous avons commencé cette belle semaine par un quiz sur l'Union européenne pour des élèves de première année afin de tester leurs connaissances. Ensuite, Marie-Caroline a présenté aux étudiants le brief de communication qu'elle avait préparée dans le cadre de cette semaine. La journée s'est terminée par un temps d'échange et de questions.

Le jour suivant, Anaïs Allart, chargée de mission Europe à Rennes Ville et Europe a présenté son travail et les actions de communication menées par la ville et la communauté de communes : *"Je leur ai parlé de pas mal de choses, de mon parcours, dans la fonction publique territoriale, des politiques publiques conduites par notre service comme la Fête de l'Europe et de l'Initiative citoyenne européenne sur l'accueil des migrants, et forcement de la promotion de la citoyenneté européenne."* L'intervention d'Anaïs était suivie d'un exercice pratique : il s'agissait pour les élèves de repenser l'affiche élaborée par la Ville de Rennes pour la Fête de l'Europe.

Mercredi, c'était au tour de la Région Bretagne d'intervenir avec la participation de Juliette Jeanne, chargée de médiation citoyenne, régionale et européenne: *"Je voudrais remercier la Maison de l'Europe de Rennes pour cette belle opportunité de parler de nos actions de communication sur l'Europe et toute l'équipe d'ISCOM pour leur invitation et leur accueil à l'école."*

Enfin, pour clôturer cette belle semaine européenne, neuf groupes d'étudiant·e·s nous ont présenté à l'oral leur proposition de stratégie de communication. Les travaux présentés étaient tous de grande qualité, et nous remercions chaleureusement tou·te·s les étudiant·e·s pour leur investissement.

« Le domaine de la communication m'était totalement inconnu donc c'était une expérience nouvelle pour moi. Ça a été très enrichissant de découvrir cet univers.

J'ai été épatée par la qualité des travaux produits par les étudiants ! Bravo à eux pour leur travail et leur investissement. » Alice Marion, en stage à la Maison de l'Europe de Rennes

Nous tenions aussi à remercier vivement Catherine Charlier, responsable pédagogique à ISCOM, pour nous avoir proposé ce projet et fait confiance tout au long de sa conception.

Europe Direct Amsterdam

Marie-Caroline s'est rendue aux réunions régionales EUROPE DIRECT à Amsterdam. C'était la première fois qu'elle y assistait et en est revenue ravie.

Les réunions étaient intéressantes, riches en informations et bien menées. De nombreux projets pédagogiques ont été présentés. Enfin, la communication autour des élections européennes, et les enjeux à surmonter ont aussi tenu une place majeure dans les échanges.



Merci à la Commission européenne et au réseau EUROPE DIRECT !



Carton plein pour la rencontre littéraire avec Bernard Guetta, député européen et auteur de "la Nation européenne"

Bernard Guetta a livré pour le plus grand plaisir du public une vision personnelle et sans tabous de son rôle de député européen, et des transformations qu'a connues l'Union européenne.

Dans le cadre des rencontres littéraires en partenariat avec [la Librairie Le Failler](#) et la Maison de l'Europe de Rennes et Haute Bretagne - Centre EUROPE DIRECT.

Article de Ouest France



Café européen à Saint-Lunaire

Lundi 15 mai, Marie Caroline et Patrick Twidle se sont rendus à Saint-Lunaire au bar la Potinière pour animer un café européen sur la Suède, et ce à la demande de la Ville de Saint-Lunaire, Relais Europe de notre association.

Au programme :

- quiz interactif sur la Suède
- animation linguistique grâce à la participation de Mr Twidle qui parle suédois

Merci à Monsieur le Maire Michel Penhouët et à Samuel Martineau, responsable culture et animation pour leur invitation, aux gérants de la Potinière pour leur accueil et leur humour et à toutes les personnes présentes pour leur participation et leur bonne humeur.

À bientôt !



Bernard Guetta :
« Nous entamons le troisième moment de l'UE »

Grâce à... Donald Trump et à la France, l'Union européenne est, selon Bernard Guetta¹, au début du « troisième moment » de son histoire ; celui de la construction politique d'une nation.

Dans votre dernier livre, « La Nation européenne »², vous avez désigné Donald Trump « père fondateur de l'Union ». Au-delà du trait d'humour, pouvez-vous nous expliquer comment ce monsieur a contribué à ce que vous appelez « le troisième moment européen »³ et donc a été utile à sa construction politique récente ?

Pendant sa première campagne électorale, en 2016, il a, à plusieurs reprises, exprimé un très grand recul, pour ne pas dire une très grande défiance, vis-à-vis de l'Alliance atlantique et est allé jusqu'à dire que si un jour les pays baltes étaient attaqués, les Etats-Unis, avant de voler à leur secours, vérifieraient s'ils sont bien à jour de leur contribution à l'Alliance atlantique. Ce jour-là une douche froide est tombée, non seulement sur les pays baltes, mais sur l'ensemble des pays d'Europe centrale et des pays les plus atlantistes de l'UE qui avaient toujours eu une confiance absolue dans la solidarité, la pérennité, l'immortalité du parapluie américain et qui ont soudain réalisé qu'après tout, avec un changement politique à Washington, on pouvait ne plus avoir de protection. Ils ont aussi réalisé à ce moment-là que la France, qui était la seule à dire qu'il fallait une défense commune, n'avait pas tellement tort ; non pas pour repousser l'Alliance atlantique mais pour bénéficier d'une autonomie militaire.

Vous considérez que la France a été déterminante dans cette évolution au point de dire que l'Union européenne se serait mise à « parler français ». A ce point vraiment ?

Regardez : une UE qui se convertit à l'idée d'une défense commune, une UE - idée française aussi- qui se convertit à l'idée d'un emprunt commun au moment de la crise économique provoquée par la pandémie du Covid, une UE qui se convertit, dans la foulée, à l'idée d'une politique industrielle commune et qui en arrive, à la suite de l'agression contre l'Ukraine par M. Poutine à acheter des munitions en commun pour soutenir l'effort de résistance de l'armée ukrainienne, cette UE qui n'existait pas -dans cette dimension- il y a encore six ans, c'est une nouvelle UE qui a intégré ce qui était une vision proprement française. C'est ce que la France appelait « L'Europe-puissance », expression qui a été reprise par Emmanuel Macron dans son fameux discours de la Sorbonne (en 2017, ndlr) avec une nouvelle formulation : « une autonomie stratégique ». Et quand la France dit cela, ce n'est pas seulement dans le domaine militaire. C'est aussi dans le domaine industriel pour être autonome par rapport à ces deux immenses puissances que sont les Etats-Unis et la Chine.

Ce sont la Pologne et l'Estonie, pays pourtant parmi les plus « atlantistes », qui ont repris le flambeau militaire européen. Ca vous a surpris ?

Ce qui est extraordinaire, c'est que c'est, en effet, la Première ministre de l'Estonie qui a poussé d'une manière très pressante et avec succès les autres pays de l'UE à l'achat commun de munitions pour aider l'Ukraine. Pourquoi l'a-t-elle fait ? Et pourquoi les autres ont finalement suivi très vite, sans réticence ? Parce que nécessité fait loi.

« Nécessité » seulement liée aux événements actuels ou peut-on considérer que c'est une tendance plus profonde ?

Nous sommes dans une période de mutation. Les pays d'Europe centrale ont peur d'affirmer fortement la nécessité d'une Europe de la défense parce qu'ils ont peur que, ce faisant, ils précipitent un éloignement des Etats-Unis. Un ministre des Affaires étrangères polonais me l'a clairement dit et c'est une crainte que partagent tous mes collègues députés au Parlement européen, venant de cette région. Ils ont d'autant plus cette crainte, depuis l'agression de M. Poutine contre l'Ukraine, qu'il n'y a effectivement pas aujourd'hui de défense commune européenne. Il n'y a qu'une seule puissance militaire dans l'UE, c'est la France. Et la France ne peut pas tout faire. En même temps, il y a une aspiration non dite mais de plus en plus forte à constituer cette Europe

de la défense, précisément pour la même raison ; parce que si M. Trump est réélu, ce qui est une possibilité, il lâcherait immédiatement le soutien militaire des Etats-Unis à l'Ukraine et vendrait le pays aux Russes. « Moi, a-t-il dit, en deux jours je fais la paix ». On sait à quelles conditions... On est donc dans une période où ces pays d'Europe centrale qui sont majoritairement hostiles à toute idée d'Europe fédérale font, à cause de cette nécessité, des pas absolument spectaculaires dans cette direction. C'est pour ça que, pour ma part, je pense qu'aujourd'hui il ne faut surtout pas mettre sur la table des idées de réformes institutionnelles. Il faut continuer à marcher dans la bonne direction. Plus nous avancerons, plus il sera possible dans quelques années, trois, cinq, dix, qu'importe, de réfléchir à une véritable évolution de nos institutions. Pour l'instant ne parlons pas, avançons.

Est-ce aussi parce que certains pays d'Europe centrale, redouteraient, avec ce type de réforme, la consolidation de l'UE et donc d'une nouvelle entité semblable, dans leur esprit, à celle de l'ex-Union soviétique ?

Il faut comprendre que, pour la plupart, ce sont des pays plus petits que l'Allemagne ou la France qui ont le sentiment de ne pas être assez écoutés. Ils nous disent par exemple : « Sur Poutine c'est nous qui avons raison pas vous... les Allemands, surtout, qui vous êtes mis dans une dépendance énergétique complète vis-à-vis de la Russie ». Et puis, il y a effectivement une deuxième dimension, elle aussi, parfaitement compréhensible. Ils viennent de sortir du bloc soviétique et beaucoup d'entre eux jouissent, pour la première fois avec cette force-là, d'une véritable indépendance. Ils n'ont pas envie de se réintégrer à un bloc. C'est une période qui va passer parce qu'ils se rendront compte que ce n'est pas abdiquer son indépendance que de s'intégrer volontairement dans un ensemble démocratique.

Avec ces mesures à connotations fédérales que sont les achats communs de matériels militaires, ceux de vaccins ou la mise en place d'un emprunt commun, iriez-vous jusqu'à qualifier ce « troisième moment » de « moment hamiltonien » ?

Nous entamons le troisième moment. Ce que je vous décris, ce n'est que le début. Souvenons-nous que pour arriver au Traité de Rome ou à la monnaie unique, il a fallu beaucoup, beaucoup d'années. Si on prend l'histoire d'Airbus, un jour sur deux les journaux européens titraient : « Projet utopique », « mort-né », parce que tout le monde se bagarrait pour récupérer telle ou telle usine. En raison de la nécessité, il y a une possibilité pour que nous allions plus vite dans ce troisième acte que nous étions allés dans les deux premiers. D'un autre côté, il se peut très bien que tout ça échoue. Ce n'est pas mon sentiment, mais on ne peut pas l'exclure.

Pour que cela réussisse vous préconisez que cela prenne forme à travers, je vous cite : « des réalisations concrètes en liant de nouvelles solidarités entre Etats ». De quelle manière ?

Je suis pour la multiplication des projets, évidemment dans le domaine de la défense mais aussi dans ceux de la recherche industrielle et de la recherche scientifique. Dominique de Villepin avait une belle expression : " Ceux qui veulent aller plus loin, plus vite. Et les autres suivront." Si, par exemple, nous lançons à quelques-uns, une dizaine ou une vingtaine, des campus d'excellence paneuropéens, les étudiants, professeurs ou chercheurs qui n'auraient pas participé au début, suivront naturellement. Les coalitions ne doivent exclure personne et les pays candidats à l'UE qui veulent s'associer à tel ou tel projet sont les bienvenus. Ils feront un bout de chemin en attendant qu'ils puissent intégrer pleinement l'UE.

A côté des campus d'excellence paneuropéens, vous proposez six autres projets⁴ qui pourraient, je vous cite, « être défendus par des forces politiques de plusieurs pays, (...) créant des coalitions d'idées pour faire des élections européennes de 2024, [voire de] 2029, une première ébauche d'élections fédérales qui porteraient alors l'Europe politique sur les fonts baptismaux ». Pensez-vous que même si le choix porte sur des sujets aussi concrets, ce sera suffisant pour convaincre les électeurs, notamment français, d'aller voter pour l'Europe ?

Aux dernières élections européennes, les Français ne se sont pas déplacés en nombre suffisant. Et je suis lucide, il se peut qu'il y ait une montée de la participation aux élections de 2024 parce que les adversaires d'Emmanuel Macron voudront manifester leur mécontentement. Ça peut jouer même si ce serait bien triste que nos différends de politique intérieure se répercutent dans ce cadre. Mais je note qu'à cause de l'épidémie, puis de la guerre contre l'Ukraine, les Européens ont pris brusquement conscience de la nécessité des bienfaits de l'unité et de ses retombées. Je vois qu'il n'y a pratiquement plus de partis politiques qui osent dire qu'ils veulent sortir de l'UE. Même Mme Le Pen qui dénonçait l'UE comme « la prison des peuples » ne dit plus ça. Non pas parce qu'elle a profondément changé d'avis mais parce qu'elle sent bien que l'opinion n'admettrait plus cette idée. Et maintenant 62 % des Britanniques veulent y revenir. Ensuite, je suis frappé par le fait qu'on parle

beaucoup plus dans la presse française du Parlement européen, non pas à cause de l'excellence des nouveaux membres (sourire), mais parce que les gens se rendent compte qu'il y a des débats absolument fondamentaux, comme celui sur le réchauffement climatique. J'ai aussi noté que France Inter, a invité, dans sa matinale, quatre eurodéputés de suite de couleur différente. Soudain le Parlement existe.

Comment expliquez-vous cette évolution ? Que fait le Parlement qu'il ne faisait pas avant le triptyque « Trump-Poutine-Covid » ?

Les pouvoirs du Parlement avaient déjà été considérablement élargis auparavant. Ce n'est pas lui qui s'est renforcé à cause du triptyque « Trump-Poutine-Covid », mais bien l'Union dans son ensemble. Et là se pose une grande question à laquelle j'ai une réponse assez catégorique et surprenante pour le fédéraliste que je suis. Faudrait-il donner plus de pouvoir au Parlement ? Et bien je dis non. Il ne faut pas réduire le poids des Etats parce que nous sommes dans une période si trouble, si inquiétante, si difficile à appréhender... Je crois profondément que nos opinions dans les vingt-sept pays ont besoin de sentir la solidarité des institutions étatiques nationales qu'ils connaissent et qu'ils maîtrisent. Car si demain, sur une décision vraiment importante le Parlement européen imposait quelque chose, bien que cela ne soit pas illégitime, cela ne passerait pas. Je crois qu'il faut rester pour plusieurs années encore dans le statu quo.

D'ailleurs dans les faits, en ce qui concerne les nouvelles règles encadrant les finances publiques, adoptées par la Commission le 26 avril dernier, ce sont bien les Etats qui interviendront puisque chaque pays membre devra définir lui-même sa propre trajectoire budgétaire, en respectant toutefois un délai, pour respecter les critères (déficit à 3% et dette en dessous des 60% du PIB). Que pensez-vous de cette nouvelle responsabilisation des Etats qui ne pourront plus se retrancher derrière le prétendu « diktat » de Bruxelles ?

Il faut enfin sortir de cette fausse idée que « Bruxelles impose ». D'abord, Bruxelles c'est qui ? C'est la capitale de la Belgique. A part ça, il y a trois institutions européennes : le Parlement, la Commission et le Conseil qui regroupe les vingt-sept pays membres. Elles travaillent dans des cadres négociés par un consensus des Etats. Bruxelles impose ? Pas du tout. La Commission ne fait que veiller au respect des traités négociés entre Etats. Par ailleurs, nous assistons à des convergences de plus en plus grandes entre le sentiment majoritaire au Parlement et le sentiment majoritaire au Conseil. Les groupes politiques qui sont représentés au Parlement (les socio-démocrates, la droite démocrate chrétienne, l'extrême gauche, les deux extrêmes droites, les écologistes et le groupe Renew auquel j'appartiens) se retrouvent, bien sûr sans que ce soit formalisé, dans le Conseil. Et donc finalement, les clivages et les consensus auxquels on arrive au Parlement se retrouvent également au Conseil.

Comment souhaiteriez-vous que le Parlement évolue ?

Je voudrais que nous arrivions à ce qui est la réalité de l'état de l'opinion dans l'ensemble des pays européens, comme aux Etats-Unis d'ailleurs. Il y a un grand parti qui est partisan de l'approfondissement de l'unité européenne (qu'on pourrait presque appeler « démocrate ») et qui a une préoccupation forte de l'équité sociale. Il est très universaliste dans la défense des valeurs européennes. Ce grand parti va, à mes yeux, d'une partie des nouvelles extrêmes gauches jusqu'au centre droit. C'est ce qu'on trouve aux Etats-Unis d'ailleurs. Et puis il y a une autre force qui est réactionnaire. Je le dis pas de manière polémique mais dans le sens où elle opte pour un retour en arrière sur la force de l'Etat providence et l'évolution des mœurs qu'elle rejette. Elle est, en outre, nationaliste, rejette toute idée d'évolution, d'approfondissement de l'unité européenne et est xénophobe pour ne pas dire raciste. Je crois que ce sont les deux grands courants qui séparent nos sociétés aujourd'hui. Ils auraient intérêt à reconnaître leur existence et à se présenter comme tels. Je sais très bien que si on dit à un utopiste des nouvelles gauches comme à quelqu'un du centre droit, qu'ils appartiennent au même courant, ils vont s'étouffer. C'est pourtant la réalité. Après, de l'autre côté, il y a l'aile droite du PPE (Parti populaire européen, ndlr) qui veut aujourd'hui, et elle le fait de plus en plus, rallier les extrêmes droites. C'est ce qui se passe en Scandinavie, notamment en Finlande et ce qui s'est passé en Italie. C'est la grande ambition du groupe d'extrême droite à laquelle appartient Giorgia Meloni, la présidente du Conseil des ministres italien, qui travaille activement à un rapprochement, notamment avec le PPE. Il y aura forcément un grand clivage au sein de ce groupe avec la possibilité qu'une partie accepte cette alliance et qu'une autre rejoigne Renew. C'est déjà ce qui se passe dans les votes.

Cela ne laisse pas un choix très large...

Effectivement. Le risque, après, est qu'un M. Trump arrive au pouvoir. Et malheureusement, nous en avons quelques-uns en germe. C'est très embêtant mais mieux vaut avoir des gens dangereux et fous dans un cadre

institutionnel qu'en dehors, comme l'exprime si bien la métaphore de la tente : « mieux vaut avoir son ennemi à l'intérieur de la tente, qui pisse dehors, qu'un ennemi à l'extérieur qui vous pisse dessus. »

En ce qui concerne l'élargissement de l'Union à proprement dit, avec les pays des Balkans notamment, est-ce parce que vous avez conscience des réticences de certains pays membres que vous proposez une Europe à plusieurs niveaux d'intégration ?

C'est vrai que ces réticences existent mais ce n'est pas pour cette raison. C'est parce que c'est déjà difficile de faire fonctionner à vingt-sept les institutions actuelles alors qu'elles avaient été prévues pour six. Il y a eu des évolutions mais fondamentalement on en est toujours aux institutions du départ. Et la paralysie nous menace. Or, beaucoup de pays veulent rejoindre, je dis pas l'Union, mais l'unité européenne. Ce serait stupide de leur dire : « on ne veut pas travailler avec vous parce vous ne voulez pas vous intégrer à un ensemble politique ». Donc je crois que le processus actuel d'intégration est un système absurde dans lequel le 1er janvier de telle année on reconnaît le statut de candidat à un pays donné et puis on lui dit : « maintenant vous travaillez à toutes les réformes qui sont nécessaires et on se revoit dans quinze ou vingt ans ». Alors que nous pouvons l'associer, comme nous l'avons vu plus haut, à des projets communs et l'intégrer graduellement à une unité européenne qui n'est pas forcément ou immédiatement l'Union européenne. Par exemple, il faudrait intégrer rapidement l'Ukraine à tous nos projets de défense et dans des projets industriels ; ils sont fichtrement bons dans le domaine informatique et pourraient nous apporter beaucoup.

Vous avez imaginé une fusée à trois étages, pour rejoindre l'Europe. Comment est-elle accueillie par vos collègues députés ?

On en parle. Il y a aujourd'hui plusieurs propositions, avec des noms différents et des nuances parfois importantes autour de ces idées d'intégration graduelle. Mais chacun est prudent parce que tout le monde, moi le premier, est en quête d'idées. Ce que je constate c'est que celles avancées par Enrico Letta (président de l'Institut Jacques Delors et ex-président du Conseil des ministres italien), ou Emmanuel Macron (président de la République française), avec la Communauté politique européenne, tournent autour des mêmes conceptions de ce qu'il y a lieu de faire aujourd'hui.

A-t-on encore le temps de réfléchir à plusieurs scénarios dans le contexte actuel ?

Cela dépend de la situation internationale, notamment en Ukraine, de la longévité de M. Poutine et de son régime. Mais je constate que devant l'urgence l'Union a su réagir avec une rapidité stupéfiante. Quand il y a une nécessité ou un danger, l'Union s'affirme.

Il semble, en effet, qu'en période de crise, elle est toujours capable de se relancer...

Ne dites pas « toujours ». A un moment dans le livre, je dis que la nécessité a besoin qu'on l'aide.

Pourquoi avoir intitulé votre livre « La nation européenne » ? Parce que c'est déjà le cas ou parce que vous l'appellez de vos vœux ?

Je pense que c'est déjà le cas. Ce n'est pas une nation organisée en Etat-nation, mais c'est une nation culturellement, historiquement et culturellement. Et j'ajouterais la célèbre citation d'Ernest Renan : « l'existence d'une nation est un plébiscite de tous les jours ». Or, quand on voit l'énergie avec laquelle les Georgiens, les Ukrainiens, les Moldaves tambourinent à la porte de l'Union, c'est pas un plébiscite quotidien, ça ?

En lisant votre livre, j'ai cru comprendre que c'est dur d'interpréter le monde autrement qu'avec l'œil d'un journaliste...

J'ai plus de cinquante ans de journalisme dans le sang. Comme disait Jean Lacouture, « j'ai un sang d'encre ». Je mets donc mon métier au service de ma fonction pour essayer d'expliquer aussi clairement que possible des situations compliquées. Je ne raffole pas des rites de la vie parlementaire et de la vie politique de manière générale. Mais je suis follement heureux et fier d'y avoir contribué et de vivre cette évolution accélérée et formidablement positive de l'Union européenne.

Propos recueillis par Dominique Villars

¹ Journaliste, spécialiste des relations internationales, Bernard Guetta est député européen depuis 2019.

² « La nation européenne », Flammarion, avril 2023.

³ Pour Bernard Guetta le « troisième moment » est le début de la construction

politique européenne. Les deux premiers « moments » sont la formation du Marché commun et l'introduction de la monnaie unique.

4 Les sept projets prioritaires que propose Bernard Guetta sont la mise en commun des moyens de lutte contre les catastrophes naturelles, la création d'industries européennes d'armement, l'ouverture de campus paneuropéens d'excellence, la mise en place d'un cyber gendarme européen, l'élaboration d'un « Pacte bleu » de protection des océans, d'une politique d'investissements communs dans des filières d'avenir et la création d'un label « Made in Europe » et d'un « Buy European Act » donnant priorité aux productions européennes dans les commandes publiques comme le fait le « Buy American Act ».

5 Cette métaphore est attribuée par certains au général McArthur, par d'autres au président Lyndon Johnson.

6 La fusée à trois étages de Bernard Guetta se décompose de la façon suivante :

Premier niveau : partenariat européen (intégration au marché commun si respect de l'Etat de droit). Deuxième niveau : union économique (politique économique et monnaie unique). Troisième niveau : politique étrangère et de défense commune et investissements communs dans projets industriels. Possibilité de passerelles d'un niveau à l'autre.

Agenda

Mercredi 14 juin : un atelier réservé aux adhérent·e·s autour des élections européennes de 2024



Les dates des prochaines élections européennes ont été communiquées : elles se tiendront du 6 au 9 juin 2024.

D'après un sondage de l'Ifop, moins d'un électeur sur deux irait voter à ce scrutin.

Sur cette année 2023/2024, il est donc plus que nécessaire pour la Maison de l'Europe de Rennes et Haute Bretagne – Centre EUROPE DIRECT de faire comprendre que l'Europe n'est pas un ensemble complexe, loin des citoyens, mais bien tout le contraire !

C'est pourquoi, à un an de ces élections européennes, l'association a souhaité mobiliser ses adhérent·e·s en les invitant à un atelier spécifique qui se tiendra le mercredi 14 juin 2023 à Rennes.

Au programme : un temps de réflexions et d'échanges avec la mise en place de méthodes participatives.



Mardi 20 juin: table ronde avec les Consuls honoraires de Suède et d'Espagne

Table ronde sur le thème " La Suède et l'Espagne à la barre de l'Europe "

Sécurité, défense, compétitivité, transition écologique, valeurs et état de droit, etc...on ne compte plus les défis auxquels l'Union européenne doit faire face.

Comment les relever et continuer à faire vivre le projet européen à l'heure des présidences du Conseil de l'UE assurées par la Suède et l'Espagne ?

Échanges avec **Pia Edström Bourdeau** (Consul honoraire de Suède) et **Françoise Dubosquet** (Consul honoraire d'Espagne).

Rendez-vous mardi 20 juin à 18h à l'Espace Ouest-France à Rennes.

Inscription conseillée

Tenue d'un stand le 6 et 7 juillet, au salon Terres et Maires organisé par l'AMF 35

Organisé pour l' Association des Maires de France d'Ille-et-Vilaine (AMF 35), le Salon « Terres & Maires » propose un espace de rencontre unique entre collectivités (élus de l'Ouest et fonctionnaires territoriaux) et entreprises privées.

Un lieu d'échange unique pendant deux jours avec un espace d'exposition, des ateliers, conférences, des débats sur les thèmes de la transition écologique, de la mobilité et de l'attractivité des collectivités.

La Maison de l'Europe de Rennes et Haute Bretagne - Centre EUROPE DIRECT est partenaire de cette édition et a prévu différentes actions : venue d'un représentant-e de la Commission européenne, tenue d'un stand et signature d'une convention de partenariat avec l'AMF 35.

Pour en savoir +



Maison de l'Europe
Rennes - Haute Bretagne



EUROPE DIRECT
Rennes • Bretagne



35000 RENNES
contact@maison-europe-rennes.org

Cet e-mail a été envoyé à {{ contact.EMAIL }}
Vous avez reçu cet email car vous vous êtes inscrit sur La Maison de l'Europe de
Rennes et Haute-Bretagne.

[Se désinscrire](#)



© 2021 La Maison de l'Europe de Rennes et Haute-Bretagne

[Voir la version en ligne](#)

Mauris commodo massa tortor, u [sit amet,consectetur adipiscing](#) Nunc fermentum neque quam, sodales eleifend elit imperdiet vitae. Aliquam id euismod nulla. Suspendisse imperdiet, sem et sollicitudin egestas, urna nunc auctor massa, vulputate pharetra mi odio nec tortor. Ut ultricies massa viverra quis.